



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 12 octobre 2008

CONTENU

Informations générales sélectionnées

Les USA au premier rang mondial des économies les plus compétitives	1
Obama et McCain divergent sur le commerce	1

Investissement

Gutierrez annonce plus de compétition pour les IDE	3
--	---

Droits de propriété intellectuelle

Litige entre USA et Chine, l'OMC tranche	4
--	---

Documents officiels et articles connexes	5
---	----------

Informations générales sélectionnées

Les USA au premier rang mondial des économies les plus compétitives

Le dernier rapport du Forum Économique Mondial— *The Global Competitiveness Report 2008–2009*—place les États-Unis au premier rang dans son classement des économies les plus compétitives du monde. Selon le président de la Chambre de Commerce des États-Unis, Tom Donohue, il s'agit d'une excellente nouvelle, car en période de crise, rien n'est plus important que le renforcement des politiques et des institutions servant à promouvoir la compétitivité mondiale des firmes transnationales (FTN) américaines : « We must strip away government red tape, end lawsuit abuse, and stop isolationist trade policies that restrict economic growth and job creation. » Le rapport se base sur l'indicateur global de compétitivité (IGC) pour classer les pays. L'IGC repose sur plusieurs piliers de compétitivité. Parmi ceux-ci figurent : les Institutions, les infrastructures, la stabilité macroéconomique, la santé et l'éducation, l'efficacité du marché du travail, le marché financier, l'innovation, la « sophistication » du marché financier et des entreprises, etc.

Pour lire le rapport, veuillez consulter : www.weforum.org/gcr

Obama et McCain divergent sur le commerce

- **FTA** : Si John McCain se fait élire, il fera des compromis pour forger une entente bipartite sur le commerce afin de rétablir l'efficacité et la validité de l'Autorité pour la promotion du commerce (TPA) de façon à ce que la branche exécutive puisse négocier de nouveaux accords commerciaux. En revanche, Barack Obama propose de mettre l'accent sur le renforcement des accords déjà en vigueur et sur ceux en attente d'être entérinés plutôt que sur la négociation de nouveaux accords. À cet égard,



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 12 octobre 2008

Obama a déclaré qu'un «vote rapide» sur les accords de libre-échange (FTA) avec la Colombie ou la Corée du Sud n'aura pas lieu dans les premiers mois suivant son investiture. La position d'Obama sur la Corée est que les dispositions en lien avec l'industrie de l'automobile doivent être renégociées—danger d'un *one-way flow* de véhicules vers les USA et la perte de milliers d'emplois américains—avant d'être entérinées par le Congrès. En ce qui concerne la Colombie, Obama insiste sur la nécessité que le pays se dote d'un mécanisme judiciaire efficace pour éradiquer la violence «anti-syndicale» et pour punir les assassins de *leaders* syndicaux.

Philip Levy, le coordonnateur commercial pour la campagne de McCain, a déclaré que le renouvellement du TPA était une priorité de l'agenda politique de McCain. Il a aussi affirmé que le Sénateur McCain est favorable aux demandes démocrates sur le renforcement de la protection du travail et de l'environnement ainsi que sur l'assistance sociale, à condition que ces considérations n'aillent pas trop loin : « Congress has to be careful not to make these conditions so binding that no country would conclude trade agreements with us. »

- TAA: Sur l'assistance-emploi, McCain trouve que le *Trade Adjustment Assistance* (TAA) est «démodé» et qu'il comprend des «incitatifs pervers» pour les travailleurs. Selon Levy, McCain propose de regrouper le TAA sous un seul et unique «programme de transition» afin d'aider les travailleurs ayant perdu leurs emplois pour des raisons reliées au commerce. Plus précisément, nous dit Levy, il s'agit de «combiner» le TAA et cinq autres programmes de formation professionnelle de façon à augmenter l'efficacité administrative et à créer des comptes servant «d'amortisseurs de revenus». Ainsi, les travailleurs pourraient bénéficier d'une forme d'assurance-chômage au-delà de la couverture actuelle qui est de 26 semaines. De plus, les travailleurs «seniors » disposeraient de fonds additionnels et du financement pour la formation professionnelle serait offert aux communautés universitaires.

En contrepartie, Lael Brainard de la *Brookings Institute* et représentant la campagne d'Obama, affirme que son candidat serait plutôt favorable à «élargir» la couverture du TAA aux employés de service et aux chômeurs ayant perdu leurs emplois en raison d'échanges commerciaux avec des pays n'ayant pas signé d'accord de libre-échange avec les États-Unis. Cette initiative fut largement appuyée par le président du comité sénatorial des finances, Max Baucus, en tant que «pré-condition» pour qu'un vote sur les accords de libre-échange ait lieu.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 12 octobre 2008

- **OMC:** Selon Brainard, plutôt que de négocier de nouveaux accords commerciaux, le Représentant américain pour le commerce (USTR) devrait mettre l'accent et les ressources nécessaires sur l'application des règles et des normes commerciales. En revanche, Levy affirme que les querelles commerciales devraient être réglées par l'entremise de la «diplomatie silencieuse» et que les propos de Brainard constituent un «engagement au litige» plutôt qu'une réelle volonté d'aboutir à une levée des barrières commerciales.
- **Chine :** Sur la question de la manipulation de la devise nationale chinoise, Brainard a déclaré que l'administration Bush avait littéralement échoué. Lors d'une séance interrogatoire, elle a répondu qu'Obama n'écartait pas la possibilité que le différend soit porté devant l'Organisation mondiale du commerce. Elle a par ailleurs affirmé qu'Obama appuyait les projets de loi au Sénat (comités des finances et de la banque) visant à mieux définir les manipulateurs de devises et à appliquer des sanctions plus strictes. Cela dit, toute action visant des sanctions devra être combinée avec la diplomatie.

Au nom de McCain, Levy a déclaré que la valeur du Yuan n'est pas là «où elle devrait être» et que les États-Unis devaient agir, mais avec prudence. En pleine tempête financière, ce n'est pas le moment d'irriter la Chine sur des enjeux de devises: « [...] it would be odd timing to provoke China on currency issues at a time when the U.S. needs Chinese financing due to the U.S. credit crisis rocking Wall Street.»

Investissement

Gutierrez annonce plus de compétition pour les IDE

Le Secrétaire américain au commerce, Carlos Gutierrez, a tenu à rassurer les partenaires commerciaux des États-Unis. Il les a encouragés à augmenter leurs efforts pour attirer des investissements directs étrangers (IDE) et pour en finir avec le Cycle de Doha. D'après Gutierrez, en pleine crise financière, il ne faut surtout pas fermer les marchés, car ceci pourrait court-circuiter les flux commerciaux : « This is not the time to change investment policies. This is not the time to adopt isolationist policies », a-t-il répondu à la question si les États-Unis allaient être en mesure de soutenir leur consommation des produits en provenance de l'Amérique Latine. En dépit des difficultés encourues, le Secrétaire a tenu à souligner que l'histoire des États-Unis montre qu'ils passeront au travers de cette crise et qu'ils en sortiront plus forts. Après tout, « [the United States] is the largest investor throughout the hemisphere. We represent, for the



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 12 octobre 2008

great majority of the countries in the hemisphere, their number one export market.»

En revanche, Gutierrez ne nie pas le fait que les investisseurs risquent d'être plus «sélectifs» qu'auparavant. D'après le Secrétaire, les entreprises répondront à cette crise en reconsidérant leurs plans d'investissement, ce qui en conséquence, intensifiera la compétition pour le capital. Il s'avère donc crucial que les pays travaillent ensemble sur leurs climats d'investissement afin de pallier ce qui s'achemine sournoisement vers une des plus importantes crises structurelles du marché mondial : « Everyone will need to step it up, listing intellectual property rights, transparency, the rule of law and the predictability of legal systems as areas where investors will be looking for even more now.»

Droits de propriété intellectuelle

Litige entre USA et Chine, l'OMC tranche

L'Organe de règlement des différends de l'OMC a tranché en faveur des États-Unis contre la Chine sur deux cas liés à la protection des droits de propriété intellectuelle (DPI), mais a tranché en faveur de la Chine contre les États-Unis sur un troisième cas en lien avec la piraterie commerciale. Sur ce point, le jury a trouvé les arguments des États-Unis insuffisants pour prouver que la Chine avait bel et bien violé les règles établies par l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) dans les cas de falsification de marque et de violation de droits d'auteur à une échelle commerciale. Les États-Unis avaient accusé en août 2007 la Chine d'avoir violé cette obligation en fixant le seuil pour l'imposition de sanctions criminelles à 500 copies illégales de disques optiques (DVD, CD, et logiciels). Le jury, bien que n'ayant pas validé le seuil de la Chine comme étant conforme à l'ADPIC, n'a pas été convaincu qu'à ce niveau, il s'agissait de piraterie à une échelle commerciale.

En revanche, le jury a tranché en faveur des États-Unis à l'effet que la Chine avait violé l'article 46 de l'ADPIC en mettant aux enchères des produits contrefaits interceptés par le gouvernement chinois. Cet article stipule que de tels produits devaient être détruits ou retirés des réseaux de distribution. L'article stipule également que l'action de retirer une fausse marque de commerce ne suffit pas pour justifier la remise en circulation des produits sur le marché. D'autre part, le jury a tranché en faveur des États-Unis à l'effet que la Chine avait violé les articles 9.1 et 41.1 de l'ADPIC en refusant de protéger les droits d'auteur pour des produits qui ne répondaient pas aux «censeurs» chinois. L'article 9.1 stipule que les membres doivent se conformer aux articles 1 à 21 de la Convention de Berne qui requièrent une protection «nationale» des produits étrangers, et ce sur une base réciproque—un *copyright* doit être protégé de la



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 12 octobre 2008

même façon de part et d'autre. Ainsi, en liant la protection à une décision de ses censeurs, la Chine n'a pas tenu compte de l'obligation de la Convention voulant que les membres acceptent les *copyrights* étrangers sans formalités additionnelles. Dans la même veine, la Chine n'a pas tenu compte de l'obligation de l'article 41.1 stipulant que tout signataire se devait d'assurer l'imposition de mesures légales contre toutes formes d'infractions aux aspects commerciaux qui touchent les droits de propriété intellectuelle : « Members must ensure that these procedures do not block "legitimate trade" and "provide safeguards" against abuse. »

Documents officiels et articles connexes

- U.S. Department of Commerce Bureau of Industry and Security. *2008 Report on Foreign Policy-based Export Controls*. [En ligne]. www.bis.doc.gov/news/2008/2008-fpr.pdf
- The Committee of Ways and Means. *H.R. 7060 Renewable Energy and Job Creation Tax Act of 2008*. [En ligne]. <http://waysandmeans.house.gov/media/pdf/110/7060sum.pdf>
- U.S. Department of Commerce Bureau of Industry and Security. *US Companies' China Outlook: Market Growth, Tempered by Bureaucratic, Cost challenges*. [En ligne]. www.uschina.org/public/documents/2008/10/uscbc-member-survey.pdf
- The National Foreign Trade Council (NFTC). *Trade Negotiating Authority Act of 2009*. [En ligne]. <http://www.nftc.org/newsflash/newsflash.asp?Mode=View&articleid=1994&Category=All>
- *Globalizing the Crisis Response*. Par C. Fred Bergsten et Arvind Subramanian—October 8, 2008. [En ligne]. <http://www.petersoninstitute.org/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1015>
- *A Master Plan for China to Bail Out America*. Par Arvind Subramanian—October 7, 2008. [En ligne]. <http://www.petersoninstitute.org/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1016>
- *China's Rise and the Global Financial Crisis*. Interview with Nicholas R. Lardy. [En ligne]. <http://www.iie.com/publications/pp/20081007lardy.cfm>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 12 octobre 2008

- *The Euro at 10: The Next Global Currency?*. Joint conference sponsored by the Peterson Institute for International Economics and Bruegel Peterson Institute. [En ligne].
http://www.iie.com/events/event_detail.cfm?EventID=89

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études internationales et mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> -
ceim@uqam.ca





Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 12 octobre 2008
